

République Bolivarienne du Venezuela
Ministère du Pouvoir Populaire et des Relations Extérieures

Communiqué :

Le Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela rejette formellement les déclarations d'ingérence démesurées du Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains, José Miguel Insulza, faites en coordination étroite et évidente avec les porte-paroles du Département d'Etat et de la Maison Blanche ; et dans lesquelles, en partant de l'exagération de la regrettable bagarre qui a eu lieu ces jours derniers au Parlement vénézuélien comme conséquence des provocations du groupe parlementaire d'opposition, il prétend voir une crise politique au Venezuela qui mérite sa médiation.

Le Gouvernement Bolivarien considère comme totalement cyniques et immorales ces prétentions, en particulier lorsqu'elles viennent de ceux qui ont minimisé et occulté les graves faits de violence fasciste du 15 avril de cette année et des jours qui ont suivi comme conséquence du refus de reconnaître les résultats électoraux de la part du candidat perdant et de son appel à la colère et à la violence après les élections du 14 avril.

Ces porte-paroles n'ont pas ou peu parlé des assassinats politiques de citoyens et citoyennes vénézuéliens, tous militants de la Révolution Bolivarienne : José Luis Ponce, Rosiris Reyes, Hender Bastardo, Luis Eduardo Garcia, Rey David Sanchez, Johan Antonio Hernandez, Henry Rangel, Keller Guevara et Johnny Alberto Pacheco et plus de 70 blessés, hommes et femmes du peuple vénézuélien qui furent victimes de l'intolérance politique et sociale des dirigeants de l'opposition. Il faut se rappeler aussi que le député Julio Borges, Secrétaire Général du parti d'opposition Primero Justicia, le 15 avril, a appelé à « mettre à mort la Révolution » et que les résultats de cette affirmation ont été 7 maisons du principal parti politique démocratique du Venezuela tel que l'est le Parti socialiste Uni du Venezuela (PSUV) brûlées.

Ces porte-paroles n'ont rien dit ou peu de choses sur la mise en place par les chefs de l'opposition vénézuélienne d'une politique xénophobe contre les médecins et les professionnels de la santé de nationalité cubaine qui rendent service aux personnes les plus humbles du Venezuela.

Malgré ce silence complice et immoral de certains gouvernements et de certaines organisations internationales, les institutions démocratiques vénézuéliennes avec la conscience et la maturité politique du peuple formé par le Commandant Eternel Hugo Chavez, ont réussi à déjouer le comportement antidémocratique et violent de l'opposition, notre pays jouissant aujourd'hui d'une stabilité politique et institutionnelle totale avec un gouvernement légitime et légal dirigé par le Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, qui parcourt les rues pour répondre à la demande sociale de notre peuple.

Finalement, le Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela rejette fermement toute tentative de médiation non sollicitée et il est disposé avec toute la force d'un pays indépendant, à s'opposer à toute ingérence de ceux qui n'ont pas l'autorité morale pour parler de dialogue, de démocratie et de paix car ils ont rempli le monde de guerres, de violences et de mort pendant le XX^e et le XXI^e siècle.

L'immense majorité démocratique du peuple vénézuélien et les institutions de l'Etat ont la force légale et morale pour garantir la stabilité politique, la paix et l'indépendance de la

Patrie de Simon Bolivar.

Caracas, 2 mai 2013.

(traduction Gaston Lopez)